

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-Bolivie-sous-tension-a-la-veille-du-vote-illegal-d-autonomie-regionale>

La Bolivie sous tension à la veille du vote illégal d'autonomie régionale.

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : samedi 3 mai 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par l'[Agence France-Presse](#)

Santa Cruz, Bolivie. Le samedi 3 mai 2008.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/jpg/doc-838.jpg>] Un climat de tension régnait samedi en Bolivie, à la veille d'un référendum sur l'autonomie de la riche région de Santa Cruz, un vote contesté par le président socialiste Evo Morales, dont les partisans ont juré d'enrayer le scrutin.

La province rebelle de l'est, où sont concentrés les principaux gisements de gaz et les grandes exploitations agricoles, invite dimanche ses habitants à se prononcer en faveur d'un statut d'autonomie, afin de gérer ses ressources et créer sa propre police.

Une fronde jugée illégale et séparatiste par le gouvernement de M. Morales, premier dirigeant d'origine indigène et admirateur de la révolution cubaine, dont le programme prévoit la redistribution de la manne gazière aux populations pauvres des Andes et la fin des latifundia.

« C'est clairement une manifestation pour se diriger vers un Etat indépendant », a estimé jeudi soir le ministre de la présidence Juan Ramon Quintana, bras droit du chef de l'Etat, estimant que la question de la terre était « le problème de fond ».

Les autorités ont averti qu'elles ne reconnaîtraien pas le vote, dont l'issue ne fait aucun doute, les sondages accordant plus de 70% de voix en faveur du « oui ».

Déclaré anticonstitutionnel par la Cour nationale électorale, le référendum a été validé par son antenne départementale, entrée en dissidence. « Tout est prêt pour le référendum de dimanche », a assuré le président de la cour électorale de Santa Cruz, Mariano Orlando Parada.

Il n'est toutefois pas sûr que les urnes arrivent à bon port auprès des quelque 930.000 électeurs de la région, notamment dans certains bastions de paysans fidèles à M. Morales, comme San Julian ou Cuatro Canadas.

« Nous allons organiser des barrages routiers car il n'est pas question de permettre ce référendum », a annoncé Paulino Parapaino, un dirigeant indigène, déplorant que sa communauté n'ait pas été consultée pour la rédaction du statut d'autonomie.

« Une urne qui arrive à San Julian, c'est une urne détruite », a averti Ernancio Cortez Mendez, un leader local.

Chef de la « Confédération des colonisateurs de Bolivie », une puissante organisation paysanne, Fidel Surco a prévenu que les organisateurs du référendum porteraient « la responsabilité d'un bain de sang ».

Les forces de l'ordre, placées sous le contrôle de l'Etat, n'ont pas prévu d'assurer la sécurité du scrutin, ce qui augmente le risque de violences dans ce pays le plus pauvre d'Amérique du sud, habitué aux émeutes.

L'armée a été envoyée cette semaine auprès de sites gaziers de la région, dont M. Morales a décrété la nationalisation.

Durant le référendum, la protection des urnes devait être assurée par des vigiles privés.

Santa Cruz, qui détient avec 2,5 millions d'habitants le quart de la population et produit le tiers de la richesse nationale, se défend de vouloir faire sécession.

Le gouverneur de la région, Ruben Costas, a appelé la population à se « mobiliser dans la paix », tentant de tempérer ses précédentes déclarations sur l'avénement d'une « seconde République ».

L'enjeu du vote est d'importance pour le gouvernement, d'autant que l'exemple de Santa Cruz risque de faire tâche d'huile dans trois régions voisines qui ont déjà mis sur les rails un référendum similaire en juin, faisant planer la menace d'une guerre civile.

Cette situation renforce le spectre d'une partition de la Bolivie qui attiserait la fracture ethnique entre les communautés misérables des hauts plateaux andins à l'ouest, et la population d'origine européenne ou métisse des riches plaines orientales.

L'Organisation des Etats Américains a tenu une réunion d'urgence vendredi à Washington. « Nous souhaitons la préservation de l'unité nationale, de la démocratie et nous voulons éviter la violence », a plaidé son secrétaire général José Miguel Insulza.